RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



COMMUNE DE LA CHAPELLE DE GUINCHAY

Arrêté Temporaire N° 2025-125 Portant réglementation des bruits de voisinages Sur Réseau SNCF à LA CHAPELLE DE GUINCHAY (71) SNCF

Le Maire, Hervé CARREAU,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 3221-4, Vu l'arrêté préfectoral N° 1/2640/2-47, du 30 juillet 2001 relatif à la réglementation des bruits de voisinage, Considérant qu'en raison de travaux de remplacement des rails réalisés par l'entreprise ETF pour le compte de la SNCF, sur le réseau SNCF à La Chapelle de Guinchay (71), du 06 octobre 2025 au 29 novembre 2025, les nuits du lundi au vendredi, les semaines S41/S48, et qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté.

<u>ARRÊTE</u>

Article N°1

Par dérogation à l'arrêté préfectoral mentionné en visa, l'entreprise ETF pour le compte de la SNCF est autorisée à effectuer des travaux visant à remplacement les rails, les nuits de lundi à vendredi, entre 22h30 et 05h30, sur la période du 06 octobre 2025 au 29 novembre 2025 pour les semaines S41/S48.

Toutefois, des dispositions seront prises afin de limiter les nuisances sonores pour le voisinage.

Article N°2

Une information préalable sera diffusée aux riverains dans un périmètre définis avec les services communaux.

Article N°3

Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de la Chapelle de Guinchay et Monsieur le Chef de Service de la Police municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article N°4

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse <u>www.telerecours.fr</u>, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Commune de La CHAPELLE DE GUINCHAY, le 09 juillet 2025 Le Maire, Hervé CARREAU

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.